

Poids des marchés publics

De plus en plus, les administrations publiques s'appuient sur les marchés publics, c'est-à-dire les achats de biens, de services et de travaux par les administrations publiques et les entreprises publiques, pour mieux remplir leur mission et poursuivre des objectifs stratégiques plus larges. En plus de se conformer aux principes habituels et aux règles en vigueur, les administrations publiques s'emploient actuellement à améliorer l'efficacité et l'efficacité de ce volet crucial de leurs activités. Qu'il s'agisse de cerner les besoins ; de trouver la bonne personne ou organisation pour les satisfaire ; ou de veiller à ce que les marchés soient exécutés dans les conditions de délai et de qualité prévues, il faut prendre en compte les incidences des marchés publics sur les performances du secteur public et sur la satisfaction des citoyens. C'est important non seulement pour les administrations centrales, mais aussi pour les administrations infranationales, qui concentrent la majorité des dépenses publiques liées à la passation des marchés publics.

Du simple fait de leur ampleur, les marchés publics représentent une activité économique majeure. Leur poids économique, qui correspond à environ 12 % du PIB en moyenne de la zone OCDE, s'échelonne entre 5.1 % du PIB au Mexique et 20.2 % du PIB aux Pays-Bas. En raison de ce volume considérable et d'interactions complexes entre le secteur public et le secteur privé, les marchés publics sont exposés à divers risques de gaspillage, de malversations et de corruption, à toutes les étapes du cycle de leur passation. La puissance d'achat considérable des administrations publiques pourrait être mise au service de la situation économique d'ensemble. Si le niveau moyen des dépenses liées aux marchés publics reste relativement stable au fil du temps dans la zone OCDE, il présente de la volatilité dans certains pays. Le poids économique des marchés publics est plus marqué dans les périodes de récession. Entre 2007 et 2009, le poids des dépenses publiques liées aux marchés publics dans le PIB a augmenté de 1.5 point de pourcentage. Sous l'effet de contraintes budgétaires, les administrations publiques cherchent à réformer leurs systèmes de passation des marchés en élaborant et en adoptant de nouveaux outils et de nouvelles technologies afin de mieux gérer ce poste important de dépenses. On peut ainsi citer des stratégies visant à renforcer les capacités, le passage au numérique, l'automatisation des processus de passation des marchés et le regroupement stratégique des demandes, essentiellement par le truchement de centrales d'achat.

Les marchés publics aident les administrations publiques à remplir leur mission s'agissant d'assurer des services aux administrés. En moyenne, les dépenses de santé se taillent la part du lion : elles représentent près du tiers (29.8 %) des dépenses liées aux marchés publics pour la zone OCDE. Les écarts constatés au niveau de l'importance relative des divers postes de dépense reflètent la gamme de services publics propre à chaque pays. Les affaires économiques (17 %), l'enseignement (11.9 %), la défense (10.1 %) et la protection sociale (9.8 %) concentrent une part importante des dépenses

liées aux marchés publics sur l'ensemble des pays de l'OCDE. Ces postes de dépenses majeurs, qui ont des liens étroits avec le bien-être social, sont par ailleurs souvent associés à des risques perçus comme élevés. Une passation efficiente et efficace des marchés publics est donc essentielle pour répondre aux besoins des citoyens, et elle est de plus en plus considérée comme l'un des piliers d'une bonne gouvernance, et comme l'une des pistes à suivre pour rétablir la confiance à l'égard du secteur public.

Méthodologie et définitions

Le montant des dépenses des administrations publiques liées aux marchés publics a été estimé à partir de données tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN). Les dépenses des administrations publiques liées aux marchés publics sont définies comme la somme de la consommation intermédiaire (biens et services achetés par les administrations publiques pour leur propre usage, comme des prestations comptables ou informatiques), de la formation brute de capital fixe (acquisition d'équipements moins ventes d'actifs fixes, par ex. construction de nouvelles routes) et des transferts sociaux en nature opérés par l'intermédiaire de producteurs marchands (achat par les administrations publiques de biens et services produits par des producteurs marchands et fournis aux ménages). Les entreprises publiques ont été exclues de l'estimation des dépenses liées aux marchés publics.

On trouvera à l'annexe C des précisions sur la nature des dépenses comprises dans chaque catégorie.

Des données sur l'évolution de la ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (entre 2012 et 2015) et sur la ventilation des marchés publics par niveau d'administration (en 2007, 2009 et 2015) peuvent être consultées en ligne (voir annexe F).

Pour en savoir plus

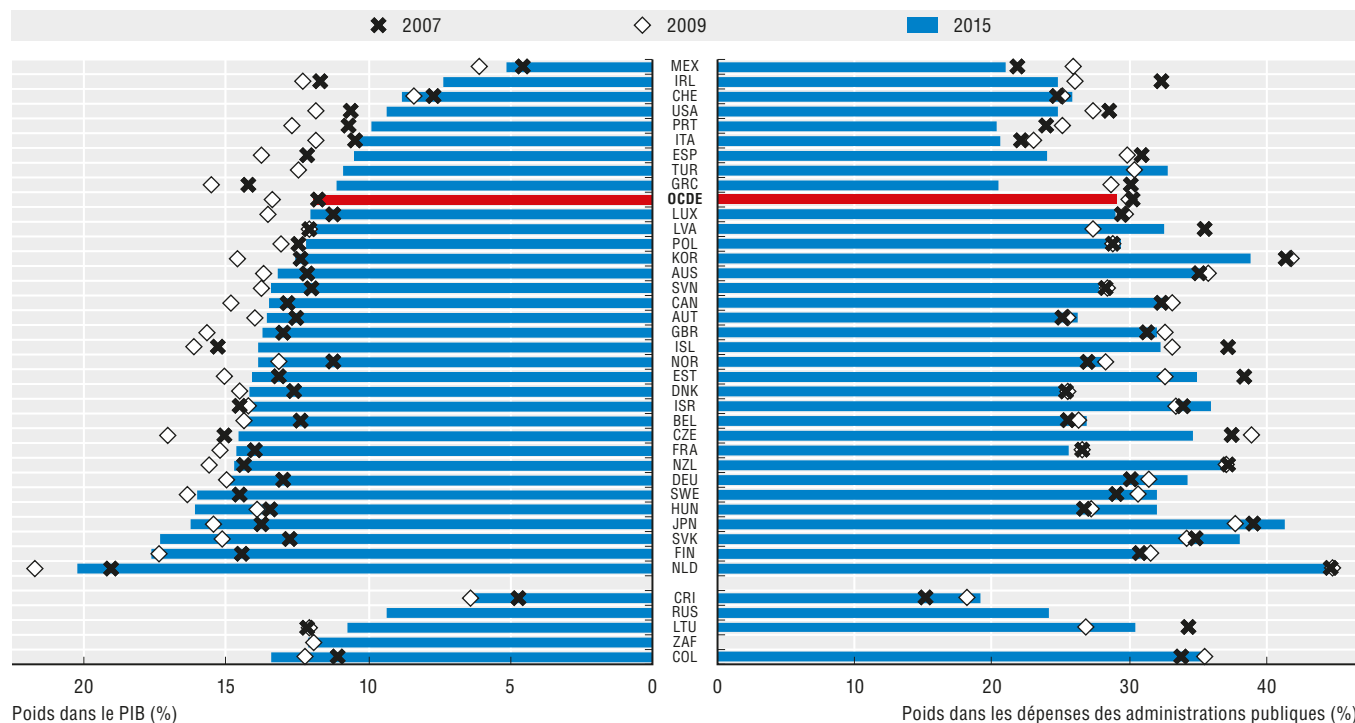
OCDE (2016), « Improving ISSSTE's Public Procurement for Better Results », *Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique*, Éditions OCDE, Paris.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux figures sont accessibles dans les Statslinks.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

9.1. Poids des marchés publics dans le PIB et dans les dépenses des administrations publiques (en %, en 2007, 2009 et 2015)



Source: Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les finances publiques et sur les comptes nationaux fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539401>

9.2. Ventilation des dépenses liées aux marchés publics (2015)

	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	9.5	3.8	3.4	9.6	2.6	1.2	42.0	2.5	7.1	18.4
Autriche	11.6	1.4	3.0	22.0	1.3	0.7	35.7	4.1	9.1	11.0
Belgique	11.1	1.4	1.9	9.7	3.1	1.1	47.0	2.9	8.6	13.1
Corée	10.8	11.4	3.0	19.2	4.5	4.8	30.3	2.9	10.7	2.5
Danemark	14.8	4.3	2.6	11.7	1.4	0.6	30.6	5.5	12.9	15.6
Espagne	11.0	3.5	3.8	16.9	6.3	2.9	31.5	5.5	10.7	8.0
Estonie	11.8	8.7	3.0	20.6	3.2	2.0	25.4	6.3	15.9	3.2
Etats-Unis	9.8	21.3	6.4	23.4	0.0	2.6	13.5	1.4	18.3	3.3
Finlande	21.9	4.7	2.3	14.0	0.7	0.9	21.9	3.6	12.2	17.7
France	8.0	5.8	2.4	12.5	4.3	2.7	38.3	3.9	6.7	15.6
Grèce	22.6	8.0	1.1	18.6	5.6	1.9	29.3	2.6	8.1	2.2
Hongrie	15.4	1.4	3.2	26.0	6.4	4.3	23.2	5.7	9.4	5.1
Irlande	6.3	1.2	4.6	15.3	3.2	5.5	33.2	4.2	9.3	17.1
Islande	10.8	0.0	5.3	12.0	2.4	1.6	31.1	11.0	16.8	9.1
Israël	7.4	28.4	3.3	2.7	2.5	1.5	30.1	4.2	10.0	10.0
Italie	11.3	3.0	3.2	10.5	8.1	3.3	44.8	4.2	5.7	5.8
Japon	6.5	3.2	2.1	14.1	5.8	1.9	44.5	1.5	7.0	13.4
Lettonie	11.6	3.8	6.1	21.5	3.1	5.9	15.3	6.2	19.5	6.8
Luxembourg	9.7	0.6	2.0	22.1	3.7	2.8	30.9	4.9	11.0	12.4
Norvège	10.9	6.6	2.5	20.4	4.2	4.3	25.6	4.4	10.9	10.2
Pays-Bas	6.6	2.2	3.3	12.6	5.0	1.6	36.0	3.2	8.7	20.9
Pologne	6.5	5.9	4.1	27.5	3.8	4.6	27.0	5.1	11.1	4.4
Portugal	9.9	3.1	5.9	22.2	2.0	2.2	32.2	3.1	16.8	2.5
République slovaque	9.4	2.6	5.6	28.3	4.2	3.6	34.9	3.1	6.4	2.0
République tchèque	5.5	3.3	4.0	21.5	6.5	3.1	31.4	4.9	14.9	4.9
Royaume-Uni	3.1	10.7	6.0	13.0	4.4	1.3	31.8	2.9	13.4	13.4
Slovénie	9.3	1.5	2.8	24.2	6.3	3.8	30.0	6.1	12.2	3.7
Suède	19.0	4.2	2.9	13.4	1.0	3.4	21.8	3.0	15.1	16.1
Suisse	21.8	5.7	5.7	16.4	4.4	1.5	2.2	3.1	18.1	21.1
OCDE	9.1	10.1	4.2	17.0	3.1	2.4	29.8	2.6	11.9	9.8
Costa Rica	5.5	0.0	8.1	13.2	3.9	4.5	36.0	1.9	21.3	5.6
Lituanie	6.8	5.0	5.0	23.0	3.6	2.1	25.1	3.5	16.5	9.5

Source: Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; Statistiques d'Eurostat sur les finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539401>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Poids des marchés publics », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-59-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.